

107è CCAS

Conseil Central de l'Action Sociale

du 3 décembre 2025

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Nous abordons ce 107ème CCAS avec de nombreuses interrogations sur l'avenir de la France, des Français, de nos ressortissants, du triste spectacle qui se déroule depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Au moment où cette déclaration liminaire est lue dans cet hémicycle, nous sommes encore plongés dans l'inconnu par une hypothétique :

- adoption d'un budget 2026 qui sera précaire de par son contenu,
- une loi spéciale
- ou la chute du gouvernement.

Tout augmente, l'énergie, l'alimentation, les taxes, les transports, les péages, les frais médicaux, les taux d'emprunt, tout y passe et c'est comme cela chaque année.

Le chômage augmente, la natalité est en forte baisse, de nombreuses entreprises mettent la clé sous la porte. Notre France est l'un des pays qui taxe le plus au monde et pourtant il est surendetté.

2,3 milliards d'euros supplémentaires mis de nouveau sur la table, dans la Loi de Programmation Militaire, pour un nouveau service national purement militaire, sans compter la rallonge théorique de 6,7 milliards si le budget 2026 est adopté.

Une LPM toujours réactualisée face aux dangers qui sont à nos portes. Mais alors celui de l'Action Sociale des Armées ne devrait-il pas être également réactualisé sous ce changement d'ère évoquée par notre Ministre des Armées ? La guerre est à notre porte, préparons-nous, message répété sans cesse.

Rappelant aussi qu'une guerre économique est faite à l'encontre de la fonction publique, où les mesures restrictives et punitives impactent directement le portefeuille, le pouvoir d'achat de nos ressortissants. Celle-ci perdure et continue, chaque année, en se modernisant d'idées noires.

Dans nos déclarations liminaires antérieures nous évoquions que notre fonction publique est chaque année moins attractive : la cryogénisation du point d'indice, le jour de carence, la suppression de la GIPA, un salaire amputé de 10 % en cas de congé de maladie ordinaire. Aujourd'hui, disons-le, elle ne l'est plus, d'ailleurs la précarisation de certains statuts est tout simplement choquant.



Le travail lui augmente sans cesse, beaucoup plus vite et de façon massive, le constat est partagé par les personnels civils par les faibles taux d'avancements, des carrières stagnantes, des rémunérations qui ne suivent plus le coût de la vie, travailler pour survivre devient une logique pour certains.

Des mauvaises nouvelles peuvent en cacher d'autres. Si le budget 2026 est adopté, une surtaxe d'1 milliards d'euros est mise en place pour les mutuelles complémentaires, afin de renflouer les caisses de la sécurité sociale, sans attendre. Nous savons, d'ores et déjà, que nos mutuelles vont encore augmenter.

Nos ressortissants se ruent dès que les vannes de prestations, d'aides sociales, de prêts, sont ouvertes créant, de facto, un épuisement rapide des fonds, c'est un signe, un indicateur qui en dit long.

Nous saluons l'ASA pour l'ensemble de ses GT, la qualité des échanges, d'écoute, de réflexions, qui aboutissent entre autres à de nombreuses simplifications d'instruction de dossiers et de pièces justificatives demandées. L'ASA fidélise et s'adapte sans cesse en se rendant plus lisible par le retour de terrain afin de répondre, au plus proche et au plus juste, aux besoins de nos ressortissants.

Les commissions restreintes sont le reflet de ce qui se passe dans notre société, tous statuts confondus, célibataire, en couple, retraité, séparé, handicapé, avec et/ou sans enfant.

Chaque année, nous constatons une augmentation de dossiers, avec des situations humaines et financières désastreuses.

Heureusement, notre Service Social des Armées, à travers l'ensemble de ses acteurs, fait un travail remarquable de suivi, d'accompagnement, de conseil, d'écoute, d'aide. Ils rassurent !! Sans ces protecteurs, de nombreuses femmes, hommes, enfants, se seraient retrouvés à la rue, sans nourriture, sans logement, victimes de violences conjugales, de maltraitances, de suicides. **FO DÉFENSE** tient particulièrement à les remercier mais reste inquiète de la réduction des effectifs des CTAS.

FO DÉFENSE rappelle l'importance de l'Action Sociale des Armées qui, à travers l'ensemble de ces acteurs, des groupes de travail, des réflexions menées ainsi qu'un budget à la hauteur des enjeux, apporte une aide cruciale, vitale, pour nos ressortissants.

FO DÉFENSE vous remercie pour votre attention.

PARIS, le 3 décembre 2025

